

Strasbourg, le 31 mars 2017

T-PD-BUR(2017)41RAP

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA
PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ
DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL [STE n° 108]**

41^{ème} réunion du Bureau

Paris, 29-31 mars 2017

RAPPORT ABRÉGÉ

Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (« Convention 108 ») a tenu sa 41^{ème} réunion du 29 au 31 mars 2017 à Paris, sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté par le Bureau, et la liste des participants font l'objet des annexes I et II.

Le Bureau du Comité de la Convention 108 :

1. se félicite de l'invitation faite au Burkina Faso d'adhérer à la Convention 108 et à son protocole additionnel et salue la participation de Mme Marguerite Ouedraogo Bonane, Présidente de la CIL, qui informe le Bureau des suites données à l'avis du Comité¹;
2. prend note des informations présentées par le Secrétariat relatives aux activités menées depuis le début de l'année (voir <http://www.coe.int/fr/web/data-protection/news>) ;
3. prend note des informations sur les derniers éléments relatifs à la **modernisation de la Convention 108** intervenus au niveau du Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) du Comité des Ministres (point à l'ordre du jour de la réunion du 6 avril) ;
4. examine le projet de recommandation en matière de protection des **données relatives à la santé**, présenté par l'experte, Mme Jeanne Bossi Malafosse, tient un échange de vues, pour partie en réunion conjointe avec le Bureau du Comité de Bioéthique² (DH-BIO), et décide que le projet sera révisé à la lumière des discussions et diffusé aux délégations du Comité ainsi qu'au DH-BIO en vue d'un nouvel examen à la 34^{ème} réunion plénière, sur la base des commentaires écrits qui auront été reçus ;
5. examine le projet de Guide pratique sur l'utilisation de données à caractère personnel dans **le secteur de la police**, tient un échange de vues et décide que le projet sera révisé par le Secrétariat sur la base des discussions et sera diffusé aux délégations du Comité ainsi qu'aux autres Comités concernés en vue d'un nouvel examen à la 34^{ème} réunion plénière sur la base des commentaires écrits qui auront été reçus ;
6. prend note des demandes d'obtention **du statut d'observateur** exprimées par le Japon et les Philippines et demande au Secrétariat de procéder à une consultation des délégations par procédure écrite avant la 34^{ème} réunion plénière ;
7. examine le projet d'**ordre du jour** de la 34^{ème} réunion plénière pour finalisation et envoi aux délégations dans les délais impartis, et tient un échange de vues sur les méthodes de travail et le Règlement intérieur du Comité en vue d'une possible modification du Règlement lors de la 34^{ème} réunion plénière ;
8. tient un échange de vues sur le projet de **programme de travail** du Comité pour le biennium 2018-2019 en vue de sa soumission pour approbation à la 34^{ème} réunion plénière ;
9. prend note des **activités et développements majeurs en lien avec les travaux du comité**, à savoir notamment de la tenue prochaine de la Conférence européenne des autorités de protection des données (Limassol, 27-28 avril 2017) et du rapport d'activité du **Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la vie privée**, Mr Joseph Cannataci. A cet égard le Bureau décide de renforcer son implication dans les activités menées par le Rapporteur spécial (en particulier celles relatives aux mesures de surveillance, à la coopération avec ICANN, en matière de données relatives à la santé et de *big data*) ;
10. prend note de la présentation de M. Nigel Hickson, (Vice-Président, ICANN) et des informations transmises par la présidente du Comité et le Secrétariat sur l'évènement « **Privacy Day ICANN58** », tient un échange de vues et confirme la nécessité de maintenir l'engagement dans le travail de cette organisation ;

¹ Avis sur la demande d'adhésion du Burkina Faso, document T-PD(2016)21

² Pour la liste des participants, voir le rapport de la réunion du Bureau du DH-BIO.

11. prend note des informations sur la **coopération avec d'autres instances** du Conseil de l'Europe, et notamment sur les travaux du Comité média et société de l'information (CDMSI) et de son Comité d'experts sur les intermédiaires internet (MSI-NET), les travaux du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (TC-Y), les travaux du Comité de bioéthique (DH-BIO) et les priorités de coopération avec ce Comité (notamment sur le génome, tests génétiques en accès ouvert), le « Plan d'action sur la lutte contre le crime organisé transnational » adopté par le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), de l'élaboration de « lignes directrices visant à permettre, protéger et favoriser l'accès des enfants à leurs droits sur Internet en toute sécurité » par le Comité *ad hoc* pour les droits de l'enfant (CAHENF) et les travaux de l'Assemblée parlementaire en matière de convergence technologique, intelligence artificielle et droits de l'homme ;

12. prend note des derniers développements concernant la norme commune de déclaration (NCD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et **l'échange automatique des données relatives aux comptes financiers**, tient un échange de vues sur l'état de la situation et invite les délégations à se renseigner, au niveau national, sur la notification de protection des données effectuée par leur pays (voir aussi « annexe C » de l'accord multilatéral) ;

13. prend note des informations présentées par les **Observateurs**, à savoir les développements récents ayant trait aux activités du CICR, de l'AEDH, de l'AFAPDP et de la Commission européenne ;

14. confirme les dates des **réunions pour 2017** comme suit : 42^{ème} réunion du Bureau du 11 au 13 septembre à Paris et 43^{ème} réunion du Bureau du 18 au 20 décembre à Genève. Les dates des réunions plénières du Comité sont les suivantes : 34^{ème} réunion plénière du 19 au 21 juin et 35^{ème} réunion plénière du 22 au 24 novembre, à Strasbourg.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA REUNION

- [T-PD\(2016\)RAP33Abr](#) Rapport abrégé de la 33^{ème} réunion Plénière du T-PD (29 juin -1^{er} juillet 2016)
- [T-PD-BUR\(2016\)40 RAP](#) Rapport abrégé de la 40^{ème} réunion du Bureau du T-PD (30 novembre-2 décembre 2016)
- [T-PD\(2016\)WP Rev](#) Programme de travail du T-PD 2016-2017
- [T-PD\(2014\)Reql.](#) Règlement intérieur

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. COMMUNICATION DU SECRETARIAT

4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.

- [Texte consolidé](#) Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
- [Projet de Protocole d'amendement](#) Projet de protocole portant amendement à la Convention 108
- [Projet de rapport explicatif](#) Projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
- [CAHDATA\(2016\)RAP_Abr](#) Rapport abrégé de la réunion du CAHDATA (15-16 juin 2016)
- [T-PD\(2016\)01](#) Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (version anglaise uniquement)
- [T-PD-BUR\(2013\)02Rev5](#) Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi

5. PROTECTION DES DONNEES MEDICALES

Expert: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Consultante.

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et examinera la version révisée du projet de Recommandation.

- [T-PD\(2016\)4REV4](#) Projet de Recommandation en matière de protection des données relatives à la santé

- [T-PD\(2015\)07](#) Projet de rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse
- [T-PD\(2015\)02Mos](#) Compilation des réponses reçues sur la protection des données médicales
- [Recommandation N° R \(97\) 5](#) sur la protection des données médicales

6. PROTECTION DES DONNEES ET POLICE

Action requise : Le comité prendra note des informations fournies par le secrétariat et examinera la version révisée du guide pratique.

- [T-PD\(2016\)02rev3](#) Projet de guide pratique sur l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police
- [T-PD\(2013\)11](#) Recommandation No. R (87)15 – « Vingt-cinq ans après - rapport final » par Joseph A. Cannataci (anglais uniquement)
- [Recommandation N° R \(87\) 15](#) Recommandation No. R(87) 15 visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police

7. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.

- Comité directeur sur les médias et la société de l'information ([CDMSI](#))
- Comité de la convention sur la cybercriminalité ([T-CY](#))
- Comité de Bioéthique ([DH-BIO](#))
 - [Study on the rights of children in biomedicine](#) (anglais uniquement)
 - [Rapport sur les questions éthiques soulevées par les sciences et les technologies émergentes](#)
(rapport par Roger Strand & Matthias Kaiser)
 - [20 ans de la Convention d'Oviedo](#)
- Comité européen pour les problèmes criminels ([CDPC](#))
 - [Plan d'action \(2016-2020\) sur le crime organisé transnational](#) (anglais seulement)
- Comité ad hoc pour les droits des enfants ([CAHENF](#)) et Groupe de rédaction d'experts spécialisés sur les enfants et l'environnement numérique ([CAHENF – IT](#))
- [Assemblée Parlementaire](#)
 - La convergence technologique, l'intelligence artificielle et les droits de l'homme

ANNEXE II
LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

GEORGIE / GEORGIA

Tamar Kaldani, Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

ITALY / ITALIE

Alessandra Pierucci, (Chair / Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LUXEMBOURG

Gérard Lommel, (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

SERBIA / SERBIE (apologised / excusée)

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, (first Vice-Chair / premier Vice-président), Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Chancellerie fédérale, Feldeggweg 1, 3003 Berne

MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

MALTA / MALTE

Ingrid Camilleri, B.A., LL.D., Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner, Airways House, Second Floor, High Street, Sliema SLM 1549

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova, 48 Serghei Lazo street, MD-2004 Chisinau

Ana Taban, Counsellor on political and economic affairs from the Embassy of the Republic of Moldova to France

MONACO

Corinne Laforest de Minotty, Inspection générale de l'administration, Chef de l'Inspection Générale de l'Administration, Ministère d'Etat - Place de la Visitation, 98000 Monaco

SENEGAL

Mamoudou Niane, Directeur des affaires juridiques et de la coopération, Commission de protection des données personnelles (CDP), 34, Mermos VDN, Dakar

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Miroslava Benedikova, Director of Foreign Affairs, Hraničná 12, 820 07 Bratislava 27

TURKEY / TURQUIE

Abdullah Aydin, Magistrat / Conseiller juridique à l'Ambassade de Turquie

16 Avenue de Lamballe, 75016 Paris

OBSERVERS / OBSERVATEURS

BURKINA FASO

Marguerite Ouedraogo Bonane, Présidente, Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL), 01 BP 1606 Ouagadougou

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Marine Revel, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715, 75334 Paris cedex 07

EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33, 1000 Brussels, Belgium

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski, DG Justice Unit C4, Rue de la Loi 200, 1049 Brussels

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Massimo Marelli, Lawyer/Head of Data Protection Project, Communication & Information Management Department, ICRC Geneva, Switzerland

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

EXPERTS

Jeanne Bossi-Malafosse, Avocat à la Cour, Paris, France

Marie Georges, Consultante, Paris, France

INVITED GUESTS / INVITES

(Item 8 - Overview of activities and major developments related to the work of the committee)

Joseph Cannataci, UN Special Rapporteur for the right to Privacy, Office of the High Commissioner for Human Rights, Palais Wilson, Geneva, Switzerland

Nigel Hickson, VP, UN and IGO Engagement, ICANN, Geneva, Switzerland

SECRETARIAT

Directorate General Human Rights and Rule of Law

Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

INTERPRETERS / INTERPRETES

Isabel Freeman

Léa Ouedraogo

Punam Puri